JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 101 (1960), p. 77-80

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1960__101__77_0>

© Société de statistique de Paris, 1960, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

IX

BIBLIOGRAPHIE

MARCHAL (André). — *Systèmes et structures économiques*, un vol. in-16 de VIII-716 p., coll. « Thémis », Paris, Presses Universitaires de France, 1959.

Publiée sous ce titre et dans une collection de manuels juridiques, économiques et politiques, l'œuvre de notre Collègue peut de prime abord prêter à équivoque. Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit nullement d'un livre destiné à l'enseignement classique, encore moins d'une monographie, mais bien d'une tentative originale et imposante pour repenser les conceptions de base de la science économique.

A la vérité, nous sommes en présence, l'auteur le reconnaît explicitement, d'une reconstruction à partir des notions de système et de structure. Le point de départ en est critique, comme toujours. En montrant les insuffisances de la recherche historique et de l'analyse théorique (il y a p. 13 une évocation attrayante de l'illustre Pareto), on s'oriente vers une conception sociologique, vers une science-action et vers l'analyse macro-économique.

Conception sociologique : La science économique ne peut être isolée des sciences de l'homme; le phénomène économique est un phénomène social. Il semblerait donc que l'économie politique doive être considérée comme une branche d'une discipline plus large, à savoir la sociologie; par un curieux renversement des valeurs c'est la position inverse qu'adopte l'auteur.

Conception pragmatique (dans le sens d'orientée vers l'action) : peut-être conviendrait-il de faire quelques réserves sur l'efficacité de l'enseignement de l'économique quant à son influence sur le comportement des hommes voués à l'action. Les deux optiques sont loin d'être unifiées, le savant n'étant pas toujours disposé, par une sorte de sympathie bergsonienne, à pénétrer la psychologie du praticien; celui-ci redoutant pour sa part de se perdre dans le labyrinthe de la pensée conceptuelle et tenant à préserver cette sorte d'ingénuité sans laquelle agir est impossible.

Conception macro-économique : L'abandon progressif des théories micro-économiques est significatif; l'auteur se réclame ici de Johan Akerman, bien connu de ceux qui ont quelque lecture, et de Walter Eucken (l'auteur des *Grundlagen der Nationalœkonomie*, édités en 1950, qu'il serait souhaitable de voir traduits en français). Peut-être qu'en s'inspirant de ces nouvelles théories la science économique tendra-t-elle à s'actualiser sur le plan de la pratique (certains antagonismes gouvernementaux, au moment où nous écrivons cette note, démontreraient, si besoin était, l'existence d'un déchirement entre conceptions adverses).

Ces quelques remarques sommaires ne sont insérées ici que pour attirer l'attention des statisticiens-économistes sur l'œuvre monumentale de notre éminent collègue dont ils n'ont certes pas oublié le précédent travail sur l'*Économie politique et la Technique statistique* qui en est actuellement à sa quatrième édition.

Charles PENGLAOU.

***

ANTOINE (Jacques). — *Travaux pratiques de statistique*, rédigés dans le cadre de l'enseignement du professeur Henri Guitton : *Économie politique, sciences économiques*, un vol. in-8 de 266 p., Paris, Les Cours de droit, 1957-1958.

GUITTON (Henri). — *Statistique et Économie* (*Précis Dalloz*), un vol. in-16 de 544 p., Paris, Dalloz, 1959.

Au cours de la dernière assemblée de l'Association française de Science économique, une « table ronde » a été annoncée pour le printemps 1960 où s'affronteront les partisans de l'utilisation, en économie, des mathématiques et ceux qui, sans répudier les méthodes déductives, estiment que l'analyse économique doit avoir recours aux techniques classiques aptes à saisir les données psycho-

logiques et sociologiques, qui, chacun le sait, n'utilisent que modérément les mathématiques pour l'analyse économique. L'un des protagonistes semble avoir été désigné en la personne de notre collègue, M. G. Guilbaud dont on connaît la compétence en la matière et qui a écrit pour le *Traité de sociologie de* G. Gurvitch un chapitre intitulé « Les problèmes de la statistique » (ch. IV, pp. 114 à 134). Il ne sera sans doute pas superflu de résumer en quelques lignes, au titre d'introduction aux œuvres sous revue, l'argumentation de M. Guilbaud.

La science statistique, constate-t-il liminairement, est largement indépendante de son objet (p. 114). Elle s'est constituée lentement par suite de la difficulté d'atteindre par une description exhaustive une réalité toujours très complexe (p. 115), comme c'est toujours le cas pour les phénomènes sociaux, une population, par exemple. A la population réelle, préalablement « distribuée », on va substituer une population de chiffres, une suite de nombres, quand nous aurons effacé les noms sur notre registre (*ibid.*). Les données concrètes seront ainsi subsumées sous les symboles mathématiques et cette transposition facilitera l'élaboration des relations quantitatives : moyennes, médianes, distributions, fréquences, etc. (p. 115). Nous n'aurons donc plus dorénavant qu'à manier des chiffres, à construire des modèles, tel celui de Laplace « qui répartit les probabilités d'écart selon une exponentielle du carré de l'écart » (p. 122), à proposer telle loi de probabilité des erreurs (*ibid.*) et, pour un peu, à parier en nous réclamant de la loi des grands nombres (p. 131). Ne pourrait-on même pas concevoir une sorte d'expérimentation mathématique, quelque peu apparentée à l'expérimentation mentale de Simiand, dans le cadre des jeux de hasard et placée sous le signe des processus aléatoires conçus par Markoff et Poincaré (p. 128).

Ce faisant, les théories que nous échafauderons par « simples réflexes mathématiques » (cf. B. Nogaro, *La Valeur logique des théories économiques*, Presses Universitaires, Paris, 1947, p. 51, à propos de Cournot) ne nous auront-elles pas éloignés de la réalité, n'aurons-nous pas travaillé en fin de compte sur des symboles et joué au seul jeu mathématique? En l'espèce, que saurons-nous des phénomènes sociologiques auxquels nous voulions donner une base scientifique? En fait, ces phénomènes sont bien peu évoqués dans ce chapitre, si, tout de même, il est fait mention du concept de population, point de départ de l'argumentation. Quel pont l'étudiant en sociologie établira-t-il entre ce petit traité de mathématique statistique et la réalité sociologique? Sans doute faut-il admirer l'habileté dialectique, la subtilité du raisonnement, l'aisance incomparable de la déduction de notre savant collègue. Mais peut-être eût-il été plus fécond pour la sociologie elle-même qu'il nous eût rappelé les tentatives des Simiand, des Durkheim, des Halbwachs et montré comment on peut affiner les procédés statistiques, rudimentaires bien souvent, de ces pionniers. C'eût été pour beaucoup d'apprentis une excellente introduction à la pratique de la statistique, non seulement au service de la sociologie, mais encore à celui de la science économique à laquelle il faut maintenant venir.

Et, précisément, ce qu'il faut apprécier hautement dans les livres sous revue, c'est la préoccupation dominante de ne jamais perdre contact avec la réalité économique. Que l'on démonte les procédés statistiques, qu'on les commente en les approfondissant, on aura garde de substituer les formules mathématiques aux phénomènes économiques. Si la technique est étudiée avec soin, elle n'est là que pour faciliter la préhension de ce complexe, pour en expliciter le contenu, sans donner dans l'équivoque d'un quelconque jeu pythagoricien, certes intéressant en soi, mais qui aboutit à une sorte de panmathématique, de peu d'intérêt sur le plan économique.

Un philosophe-biologiste de la fin du XIX^e^ siècle, bien oublié aujourd'hui, Félix Le Dantec, imaginait la science comme morcelée en « cantons », chacun de ces cantons ayant une réalité propre et exigeant des méthodes spécifiques d'approche. Hypothèse de travail qui nous autorise aujourd'hui à nous demander si la statistique est par vocation dévolue à un canton et si, comme telle, elle est pourvue d'une légitimité et de méthodes d'investigation adéquates. En d'autres termes, l'exigence logique est pour nous de nous interroger sur l'autonomie de la statistique en tant que science dotée de moyens heuristiques et, jusqu'à un certain point, d'indépendance à l'égard des autres activités scientifiques.

A priori, l'évolution contemporaine de la recherche semblerait incliner à l'affirmative. L'observation statistique (référence faite au travail de M. Guitton) est actuellement confiée dans la plupart des pays évolués à des instituts spécialisés (p. 31 sqq.) dont les praticiens sont de formation scientifique et spécialement mathématique, anciens élèves, en France, de l'École polytechnique (p. 36) dont l'enseignement économique comporte vingt leçons, ce qui constitue une bien sommaire initiation. Les publications didactiques, après avoir délimité nettement science et technique,

économie et statistique (p. 40 : « La science économique est la science des choix; la statistique se heurte à ce même problème »), orientent insensiblement le lecteur vers une sorte d'assimilation de ce qu'elles avaient séparé : les premières démarches sont indiquées comme portant sur les données et les variables (p. 41), termes qui revêtent à l'origine une signification uniquement statistique; la collecte des observations se fait par la méthode directe (p. 54 et suiv.) ou indirecte (p. 50 et suiv.), expressions empruntées au vocabulaire statistique (échantillonnage, sondage, relevé, dénombrement, recensement, dépouillement, questionnaire). Quant aux enquêteurs, ils doivent être spécialisés, c'est-à-dire avoir reçu une certaine formation statistique et psychologique adéquate (p. 56). « ...Le problème du statisticien est de découper la réalité en un nombre *suffisant* de groupes et de sous-groupes » (p. 62). L'ensemble de ces textes nous autorise à conclure que c'est le statisticien qui aborde directement la réalité, sans intermédiaire. L'assimilation est ici achevée et la confusion des fonctions scientifiques et techniques parfaite.

Qu'on nous permette de dire une fois de plus qu'il n'y a pas de fait statistique, mais bien, suivant le canton dans lequel on se propose de travailler, un fait économique, un fait sociologique... La méthode statistique est une manière de traiter des faits préalablement déterminés, jaugés et appréciés. Son intervention doit être postérieure aux jugements de réalité et de valeur qui estampillent les données brutes de la réalité. Le statisticien ne saurait en tant que tel accomplir une telle fonction. Une population d'individus concrets n'est pas une population de chiffres. L'individu doit être défini et c'est le rôle de la science anthropologique d'en préciser les caractères fondamentaux. Le statisticien s'emparera de ces matériaux élaborés par le savant spécialisé et par les vertus de sa technique il s'emploiera à faire saillir des aspects nouveaux, à établir des corrélations entre des phénomènes connexes, à susciter de nouvelles recherches parce qu'il aura su, par des dispositifs ingénieux, mathématiques, graphiques, mettre en évidence des particularités jusqu'alors insoupçonnées, à formuler des extrapolations qui orienteront les recherches ultérieures...

Telles sont parmi d'autres les remarques *currente calamo* que suggère le remarquable livre de M. Guitton et qui n'enlèvent rien à la portée et à la richesse, à la clarté et à la perfection de forme et de fond de cette œuvre magistrale.

Charles PENGLAOU.

***

Jean MARCHAL et J. LECAILLON, *La répartition du revenu national*, Première partie : *Les participants*, 2 vol. de 667 + 380 pp. Editions Génin, Librairie de Médicis, Paris, 1958.

Peu de questions sont aussi délicates que celle de la répartition du revenu national, pont jeté entre la production et la consommation. Or les auteurs constatent que bien des connaissances acquises dans le domaine théorique de la formation et de l'évolution des revenus sont superficielles. Les modèles de Quesnay, Ricardo, Walras sont dépassés, celui de Marx, même complété par Lenine, également.

MM. les Professeurs Jean Marchal et Jacques Lecaillon se sont donc assigné pour but de procéder à une étude théorique globale de la répartition du revenu national dans les pays de capitalisme évolué. Leur méthode consiste à intégrer à leur construction tous les processus qui interviennent en fait dans la répartition, à intégrer à la théorie économique les facteurs sociologiques rejetant ainsi les modèles simplifiés et la distinction entre l'« économie pure » et l'« économie appliquée », enfin à prendre en considération l'évolution des institutions et des comportements ce qui est absolument indispensable sur le plan macro économique malgré la difficulté majeure qui résulte du fait que l'histoire ne répète pas le passé.

Les auteurs ont partagé l'ouvrage en deux parties, l'une d'analyse, l'autre de synthèse.

La première partie consacrée à une étude concrète des pays de capitalisme évolué se propose de déterminer les catégories de participants à retenir pour la construction d'une théorie générale de la répartition.

Cinq groupes ont été retenus après une première analyse : les salariés, les titulaires de profit, les exploitants agricoles, les prêteurs, les bénéficiaires de transferts.

Le premier volume est consacré aux salariés dont l'étude occupe près de 600 pages de texte, agréable à lire et étayé de très nombreux tableaux statistiques : structure des salaires, structure de l'emploi, modalités et niveau des rémunérations salariales, organisations des salariés.

Le premier volume se termine par un choix des catégories de salariés à retenir pour l'étude : elles se limitent à trois : celle des travailleurs manuels (ouvriers au sens large), celle des non-manuels (employés et salariés mensuels), celle des cadres (à l'exception des cadres du secteur public administratif classés dans la 2e catégorie).

Le deuxième volume est consacré aux non salariés; suivant toujours la même méthode, l'analyse est poursuivie à la fois dans le temps et dans l'espace. Parmi les titulaires de profit quatre catégories sont retenues : les institutions (sociétés privées et publiques) et leurs dirigeants (administrateurs), les entrepreneurs individuels de l'industrie et du commerce, les membres des professions libérales. Les auteurs soulignent ensuite, à l'aide de nombreux tableaux, graphiques et cartogrammes, la diversité infinie du monde rural qui finalement est considéré comme formant une seule catégorie.

Mais il n'est pas possible de poursuivre dans une si brève note l'analyse d'un ouvrage aussi copieux.

Signalons seulement pour finir que le 3e volume est consacré à l'étude des modèles classique et marxiste, qu'un tome IV, en préparation doit contenir l'étude des modèles néo-classique, keynésien et post-keynésiens; l'analyse comportera par conséquent au moins un cinquième tome; tous se lisent avec beaucoup d'intérêt et, grâce à une excellente présentation typographique et littéraire, facilement.

R. Joly

***

Paul Combe. — *Le drame français du libre-échange au marché commun.* Tribune libre, chez Plon.

C'est une véritable somme de l'économie française au cours de ce siècle que nous donne dans son dernier livre notre collègue M. Paul Combe. Les faits qu'il expose dans la première partie de son ouvrage tendent à prouver notre décadence économique, la seconde partie nous en donne les causes et la troisième les remèdes.

L'auteur a très bien mis en relief le problème des investissements avant la dernière guerre et depuis la libération. J'ajouterai que, pendant l'entre-deux-guerres, la notion d'investissement existait fort peu et qu'un seul homme, Bertrand de Jouvenel, comme le rappelait dernièrement M. Wilfrid Baumgartner, avait signalé son importance et la pauvreté de notre équipement industriel. Sur le problème agricole, M. Combe a bien fait de dénoncer le danger de l'abandon des campagnes que des technocrates souhaitent et encouragent au nom de la productivité qui, en agriculture, a des limites naturelles et biologiques que ne connaît pas l'industrie. Il met le doigt sur le vieillissement de la population active agricole et sur le fait que cette population, par cent hectares cultivés, est beaucoup moins élevée en France qu'en Allemagne, Belgique ou Pays-Bas. La crise dont souffre l'agriculture est due à un système de distribution défectueux et archaique qui prélève à son profit des sommes considérables à la fois sur les producteurs et les consommateurs. Si ce problème n'est pas résolu, si des débouchés nouveaux pour des productions rentables ne sont pas trouvés, l'exode rural s'accentuera, a déclaré dernièrement M. Rochereau, ministre de l'Agriculture.

M. Combe a fort bien montré que le décalage entre l'augmentation de la productivité et la hausse des salaires avait provoqué en 1957-1958 la crise de notre commerce extérieur. Ses appréciations sur les réformes apportées dans notre économie par le général de Gaulle sont fort pertinentes.

Tout serait à citer dans l'ouvrage de notre collègue. Les remèdes qu'il propose aux nombreux problèmes économiques de l'heure présente ne sont peut-être pas originaux, mais, ce qui est préférable, ils reposent sur un solide bon sens.

Pierre Cauboue

Le Gérant : J. Perdrizet.

BERGER-LEVRAULT, NANCY. — 279258-3-60 — DÉPÔT LÉGAL : 1er TRIMESTRE 1960